

**POUR UNE NOUVELLE
RÉVOLUTION TRANQUILLE**

**ALLOCUTION PRONONCÉE DEVANT
LA CHAMBRE DE COMMERCE DU
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN**

LE 21 NOVEMBRE 2006

**P^{RE} HEATHER MUNROE-BLUM
PRINCIPALE ET VICE-CHANCELIÈRE
UNIVERSITÉ MCGILL**

Telle que prononcée

Je suis ravie d'être ici avec vous aujourd'hui, à la Chambre de commerce de Montréal. Je tiens à féliciter la présidente de la Chambre, madame Isabelle Hudon, à qui on rend hommage à Toronto aujourd'hui, pour son leadership et ses contributions remarquables, sur le plan canadien.

Lors de ma première présentation à la Chambre de commerce, en 2003, je soulignais que ma vie était améliorée de façon étonnante. C'était à cause de ma décision de revenir dans ma ville natale. Et, je le pense toujours.

J'ai profité, pour le meilleur ou pour le pire, des succulents mets ici à Montréal. J'ai abandonné le costume de banquière, qui me servait d'uniforme à Toronto, pour porter les superbes vêtements et couleurs des couturiers français et québécois.

Je me suis fait un nombre extraordinaire de merveilleux nouveaux amis. C'est en partie parce qu'ici au Québec, les gens s'embrassent tout le temps.

La nature de Montréal, du Québec, est unique. Elle nous donne tant à célébrer, tout en nous incitant fortement, à agir de toute urgence, pour protéger et bâtir notre avenir.

Le mois dernier, l'Université McGill a organisé, de concert avec la Chambre de commerce, et The Human Capital Institute, une conférence qui faisait ressortir les défis qui se posent à notre société. La conférence s'articulait autour du premier anniversaire de la publication du manifeste *Pour un Québec lucide*.

À la surprise de certaines personnes, le colloque se tenait à McGill. Peut-être, ces personnes voient McGill, comme un ancien navire de guerre anglais, ancré en port français. Mais, le regard de ces gens est tourné vers le passé.

Bien que McGill se trouve dans un port français, l'Université n'est pas un navire anglais. C'est, au contraire, un pont qui relie les gens du Québec; qui unit toutes les directions. Un pont qui rattache les Québécois à tout ce qui les entoure.

Et, je suis reconnaissante à la Chambre de commerce d'avoir aidé à faire de notre conférence sur l'avenir du Québec, une grande réussite.

Je vous parle aujourd'hui du point de vue de quelqu'un qui, après de nombreuses années, a décidé de revenir dans sa ville natale, avec la ferme conviction que Montréal et le Québec possédaient des perspectives et des atouts extraordinaires pour jouer un rôle prépondérant au Canada sur l'échiquier mondial.

Mais ne nous méprenons pas. Le Québec est arrivé à un moment de décision sociale et économique. Malgré tous les progrès que nous avons réalisés, nous sommes aujourd'hui en période de stagnation. Les valeurs sociales que nous épousons et les politiques publiques mises en œuvre pour les traduire, qui étaient auparavant efficaces et novatrices, ne sont plus en harmonie. Les deux premières périodes de renouveau qui eut lieu durant la Révolution Tranquille sont bel et bien révolues. Nous sommes à la dernière mi-temps et la troisième période est sur le point de débiter.

Certains d'entre vous se souviendront peut-être de la fameuse caricature d'Aislin publiée le 16 novembre 1976. Au lendemain d'une élection particulière au Québec qui a tout changé. Terry Mosher, qui l'a dessinée avant que les résultats de l'élection soient connus, a illustré à la perfection l'état d'esprit du moment. Le dessin présentait René Lévesque avec la légende : « Okay everyone, take a Valium » (Bon, un Valium pour tout le monde).

Trente ans et cinq jours plus tard, il est temps de rafraîchir cette prescription. La dernière mi-temps n'est certainement pas le moment choisi pour prendre un tranquillisant. Nous devons envisager les enjeux du Québec avec un sentiment d'urgence, mais aussi avec énergie et optimisme. Il nous faut une nouvelle prescription à l'égard du changement, et ce, dès maintenant. Il est impératif que nous fassions consensus pour provoquer des changements et que nous déclenchions une nouvelle Révolution tranquille. Peut-être que la prescription appropriée est un triple espresso – pour nous propulser à l'action.

En dépit du fait que le Québec compte des joueurs exceptionnels, il ne peut éviter le changement. Dans cette ère, chacun d'entre nous, nos institutions et nos organisations, que nous y soyons sensibilisés ou non, prenons part à la compétition mondiale la plus féroce à ce jour. Cette compétition porte sur le talent, l'investissement, le savoir et l'emploi. Le Québec doit choisir entre aller de l'avant, ou reculer. Le *statu quo* n'est plus une option.

Je suis plutôt perçue comme une optimiste et une enthousiaste, peut-être à l'excès. Ainsi, sans céder au pessimisme résigné, je dois admettre que les signes indiquant que les progrès accomplis au cours des 30 dernières années sont non seulement à risque, mais qu'ils seront bientôt dépassés, se manifestent déjà. Au cours des dernières années, l'investissement consenti par le Québec à la recherche universitaire diminue, et ce, dans l'ensemble des domaines disciplinaires. Cependant, aux quatre coins du monde, d'autres régions ont déployé une stratégie régionale pour remporter cette compétition mondiale, et redoublent d'efforts dans le recrutement et la fidélisation des meilleurs. Singapour, Melbourne, Raleigh-Durham, Shanghai, Mumbai, Stockholm, Austin, Boston et San Diego, se sont toutes dotées d'une stratégie astucieuse et efficace. Chaque stratégie, fondée sur les données métropolitaines et régionales vise à faire progresser leurs capacités en éducation, en enseignement supérieur, en recherche de pointe, en recrutement les meilleurs et en investissement dans des secteurs d'affaires distinctifs.

Et il est de mon devoir de vous indiquer que ces stratégies fonctionnent bel et bien pour ces régions.

L'économie du Québec est beaucoup plus fragile que celle du reste du Canada et des États-Unis (elle se situe au 54^e rang sur 60, parmi les 50 états et 10 provinces.) (Et selon un rapport récemment publié par le Conference Board du Canada, le Canada serait lui-même à risque.)

Montréal a été la victime de la stratégie novatrice et dynamique de Toronto, par la perte du chercheur Tom Hudson. Et pour la première fois de l'histoire récente du Québec, 13 universités québécoises ont connu l'an dernier un déclin à l'égard de leurs réalisations en recherche. Elles ont affiché le pire classement au Canada. Dans l'ensemble du Québec, la proportion du PIB investie dans l'éducation diminue année après année, alors que les coûts liés aux soins de santé augmentent.

De plus, le taux de participation et de diplomation universitaire québécois diminue. Par exemple, le taux de réussite au niveau postsecondaire a augmenté à 32 % au Québec au milieu des années 1990, ce qui représente un taux phénoménal de réussite. En 2001, ce taux a chuté à 27 %, et ces taux demeurent inchangés. L'Ontario affiche quant à elle un taux de réussite universitaire de 36 %. Au Canada, ce taux est de 31 % et les deux taux continuent à croître. Nous traînons derrière dans les secteurs clés.

Malgré l'important soutien du gouvernement du Québec, les universités québécoises sont systématiquement sous-financées comparativement aux universités du pays, et toutes affichent un déficit. Le modèle de financement universitaire québécois ne nous réussit tout simplement pas.

Pour couronner le tout, notre équipe, le Québec, montre une tendance incroyable à minimiser la force de ses atouts compétitifs. Prenons, par exemple, les secteurs biomédical et des sciences de la vie. Montréal se targue de livrer bataille à Boston, pour le plus grand nombre d'étudiants universitaires par habitant sur le continent. En même temps, nous considérons comme un désavantage le fait de posséder deux facultés de médecine. Ce que Boston et d'autres grandes villes célèbrent. Les deux facultés nous permettent de nous mesurer, à l'égard du talent, de l'éducation, des services, et de l'innovation, à Boston, et aussi à New York, à Los Angeles et à d'autres villes remarquables. Au Canada, Montréal est la seule cité à posséder cet atout.

Certains d'entre nous sont devenus habitués à la petite politique et aux commentaires blessants et rétrogrades que, depuis plus de dix ans, les Montréalais sont privés d'hôpitaux universitaires influents et novateurs, lesquels sont nécessaires pour répondre de manière urgente à nos besoins en santé; pour générer le savoir, la technologie et l'innovation; et pour fournir les services desquels dépend toute ville moderne.

Plus près de nous, regardons Toronto. Formée d'environ un tiers de plus d'habitants que Montréal, elle possède cinq exceptionnels hôpitaux universitaires modernes, novateurs, et avant-gardistes. Ces hôpitaux sont tous rattachés à une seule faculté de médecine. Hamilton, en Ontario, dont la population est tout juste supérieure à cinq cent mille, en possède trois.

Notre inaction à créer les grands hôpitaux universitaires dont l'ensemble des Québécois bénéficiera est un scandale. Aucun d'entre nous ne devrait le tolérer. Aucune ville, ni région, du monde moderne ne l'accepterait. Il s'agit d'une occasion que nous devons saisir, et que nous saisissons.

Je suis confiante que le plein potentiel du CHUM et du CUSM sera enfin exploité. Nous ne serons pas paralysés par les petits esprits. Luc Vinet et moi-même, les D^{rs} Arthur Porter et Denis Roy, ainsi que les doyens Jean Rouleau et Richard Levin, l'emporteront sur l'esprit défaitiste qui règne et qui transforme l'avantage de Montréal en une tragédie.

L'un des principaux facteurs qui exercent un attrait pour les sociétés multinationales est la qualité des soins de santé. En dépit des difficultés éprouvées en ce moment, les ressources en médecine de l'Université McGill et de l'Université de Montréal sont d'extraordinaires facteurs d'attraction.

Les adeptes de hockey seront d'accord avec moi lorsque je dis que pour gagner, une équipe doit faire jouer au moins deux trios du meilleur calibre.

Alors que nous pesons les forces et les faiblesses de Montréal et du Québec en vue d'élaborer de nouvelles stratégies, permettez-moi de parler du rôle de la taille dans notre façon de positionner Montréal et le Québec, pour en assurer la réussite. Il est vrai que la population totale de la Colombie-Britannique et de l'Alberta a récemment dépassé celle du Québec. Il est également vrai que la croissance démographique de Toronto, de Calgary et de Vancouver offre au Canada un potentiel des plus intéressants pour contrebalancer les coûts économiques rattachés au vieillissement de la population.

Mais il est important de se rappeler deux choses. D'abord, au cours des trois dernières années, le Québec a enregistré une hausse du taux de natalité ainsi qu'une augmentation ininterrompue de la migration. Ce scénario prometteur se concrétise pour la première fois depuis fort longtemps. Et les universités y sont pour beaucoup. Ensuite, bien que la taille soit importante, il ne s'agit là que d'un repère qui vise à tracer l'importance d'une ville ou d'un territoire.

De solides valeurs sociales et un sentiment d'appartenance à la vie citoyenne, associés au dynamisme économique et à l'innovation, sont de loin plus importants que le seul facteur de la croissance démographique. Songeons à David et Goliath : intelligence et stratégie peuvent surpasser la taille des géants.

Le titre de la présentation d'aujourd'hui, « Pour une nouvelle Révolution tranquille », fait référence au moment venu, pour les Québécois, de formuler un nouveau plan d'action pour amorcer une « troisième période » sous un angle favorable au changement, propice à la prospérité et au développement social. Un plan dont la portée devra être aussi importante que celle qu'ont eue les plans mis en œuvre par Jean Lesage et René Lévesque à l'époque.

Au cours des cinq dernières décennies, de profonds changements se sont opérés. Les Québécois ont non seulement travaillé au sein de la Station spatiale internationale, mais lorsqu'ils vont de Montréal à Houston, ou au Centre spatial Kennedy, il y a de fortes chances que ce soit à l'intérieur d'un avion à réaction construit par Bombardier, à l'aide de matériaux de pointe fabriqués par Alcan, façonnés par CAE Systèmes avioniques et guidés à l'aide d'ordinateurs faisant appel aux systèmes vidéo Matrox. Lorsqu'ils sont en pause, leurs collègues astronautes et cosmonautes de la Station spatiale jouent peut-être au jeu Prince de Perse développé par Ubisoft et discutent peut-être sur leur cellulaire, dont l'écran affiche des images d'Airborne Entertainment.

Le Québec est appelé à relever beaucoup de défis. Malgré tout, et dans bien des cas grâce au soutien des partenaires tels que la Caisse de Dépôt ou de la Banque nationale, il est solidement ancré dans les nouvelles économies mondiales, notamment dans les secteurs pharmaceutique, biotechnologique, de l'aérospatiale, des services financiers, de la technologie de l'information, des matériaux de pointe et des industries de la création.

Et nous avons la possibilité d'introduire l'innovation aux secteurs traditionnels, dont le secteur manufacturier, où le Québec peut obtenir une longueur d'avance par le biais des nouvelles technologies et de la modernisation des procédés et produits, ce qui lui permettra de se tailler une place de choix sur la scène mondiale. L'éducation et le développement du savoir ont ouvert, et ouvriront toujours, la principale voie à la prospérité et au progrès social. Pour nos enfants et pour les leurs, il nous faut tracer la voie de l'avenir. Et nous devons nous y attacher dès maintenant.

Pour situer les choses, rappelons-nous que les étudiants qui, dans quelques années seulement, feront leur entrée au sein de nos universités, sont les petits-enfants des étudiants qui, durant les années 1960, ont mis le monde sans dessus dessous, et ce, pour le mieux dans la plupart des cas. Lorsque l'on songe à tous les changements qui se sont opérés depuis, il m'apparaît clair qu'il faille repenser l'avenir de Montréal et du Québec de façon stratégique. Pour ce faire, l'on doit tenir compte de la mondialisation, de l'essor de la Chine et de l'Inde et de la course aux changements, après les attentats du onze septembre. Il est temps de positionner Montréal et le Québec de façon stratégique et tournée vers l'avenir.

L'Organisation de coopération et de développement économiques soutient que les villes génèrent la réussite des régions et, à cet égard, a indiqué que Montréal doit immédiatement rehausser l'innovation, renforcer ses grappes économiques, et créer des procédés et des produits à « valeur ajoutée » qui peuvent se mesurer aux meilleurs à l'échelle mondiale afin de consolider l'économie québécoise et le niveau de vie. Nous devons alléger la réglementation, les obstacles au commerce et la bureaucratie, simplifier les choses et célébrer la valeur de notre succès et de nos institutions performantes.

Comme bon nombre d'entre vous, la description de Montréal que fait notre ami Richard Florida me réconforte beaucoup. Il dépeint notre ville comme l'une des villes nord-américaines les plus créatives et tolérantes, dotée d'un solide potentiel pour attirer et fidéliser la « catégorie créative » de chefs de file essentiels à une économie moderne. Cependant, comme le précise M. Florida, la créativité et la tolérance doivent être associées au savoir, à la technologie et à l'innovation. Ces derniers sont nécessaires pour recruter et fidéliser la prochaine génération de Québécois, pour positionner Montréal comme une ville de catégorie mondiale, et pour faire du Québec un endroit où souhaitent venir vivre des gens des quatre coins du monde.

Posséder une « mentalité internationale » ne repose pas uniquement sur notre aptitude culturelle à accueillir l'autre. Le fait d'être rattaché aux autres et d'obtenir du succès à l'échelle mondiale découle principalement des stratégies créatives employées pour tendre la main. À cet égard, le Québec a beaucoup à faire. Nous n'avons rien à gagner à nous dépeindre sous un jour défavorable sur le marché mondial ou à déprécier la valeur des gens, des institutions, des services et des produits de classe mondiale que nous rendons à la communauté internationale dans des secteurs tels que l'éducation.

En mon rôle de principale d'une université qui a embauché au-delà de 700 professeurs au cours des sept dernières années, dont plus des deux tiers (avec leur famille) représentent un recrutement de cerveaux pour le Québec, je peux vous assurer que ce dernier demeure perçu par de nombreuses personnes comme un endroit de choix où vivre, travailler, élever une famille, mener des recherches et prendre part à des réseaux internationaux composés d'employés dont le talent est reconnu partout dans le monde. Mais cet atout est très fragile. Et à l'instar de toute entreprise, les principaux avantages concurrentiels de nos universités doivent être préservés et rehaussés afin de garantir, à l'avenir, la prospérité économique et le bien-être social du Québec. Et à ce titre, nous devons nous retrousser les manches.

Le secteur de la biotechnologie livre une lutte féroce aux solides regroupements des environs de Vancouver, Toronto et Edmonton, au Canada; de Boston, New York et San Diego et du « triangle de la recherche », en Caroline du Nord. Et nous ne parlons ici que de l'Amérique du Nord. En matière de talent, d'investissements et d'emplois, nous concurrençons également les superpuissances telles que la France, la Suisse, l'Australie et le Royaume-Uni. De même que les joueurs montants comme la Chine, l'Inde et le Singapour.

Les stratégies en matière d'économie, d'innovation et de talent élaborées et mises en œuvre avec succès ailleurs concurrencent celles du Québec dans l'ensemble des secteurs où, par le passé, nous avons une longueur d'avance. Et cela est vrai pour chacun des secteurs d'activité. Ceux d'entre vous qui œuvrent dans le domaine des articles d'exportation le savent fort bien.

Chaque territoire doit faire face à une concurrence accrue. Chaque territoire qui a connu un véritable succès s'est doté d'un plan. Dans ce plan figure en priorité l'enseignement universitaire et l'excellence en éducation, en recherche, en développement et en innovation, de même que la création de grappes solides dans l'ensemble des secteurs, afin de faire progresser les forces distinctives de façon synergique.

De quoi sera faite la troisième période de la Révolution tranquille?

En premier lieu, il nous faut une Commission Parent qui présente des cibles clairement définies relativement la participation universitaire, à la diplomation, à la hausse de l'obtention de diplômes de maîtrise et de doctorat et du nombre d'inscription aux études postdoctorales. À cet égard, les États-Unis devancent de très loin le Canada, et la Chine et l'Inde dépassent largement les États-Unis. Nous devons mettre sur pied un système universitaire qui soit de taille à concurrencer les joueurs mondiaux, et ce, de façon responsable et efficace et créer un système de financement durable, ce que nous ne possédons pas.

Pour accroître sa capacité concurrentielle, le Québec doit se doter d'une stratégie solidement rattachée à ses importantes et influentes valeurs sociales. Cette stratégie comprendra l'établissement d'objectifs clairs relativement à l'enseignement universitaire ainsi qu'un nouveau modèle d'internationalisation qui valorise les services et les produits que nous créons, qui propose aux jeunes Québécois une expérience dans d'autres pays et qui renforce l'image du Québec comme un lieu avant-gardiste et prospère sur le plan économique.

La troisième période de la prochaine Révolution tranquille du Québec doit s'attacher à en faire progresser l'innovation, l'agilité et l'éducation. Nous devons nous doter d'une stratégie qui favorise des mesures incitatives – et non des moyens de dissuasion – pour attirer des gens, des emplois et des investissements au Québec, et qui mise sur les réussites concurrentielles avec les gouvernements et les partenaires industriels et de recherche, ici et ailleurs dans le monde.

Il nous faut une stratégie qui fait augmenter nos investissements, et met à profit les ressources externes, pour donner lieu à des travaux de recherche universitaire qui changeront le monde.

Nous devons élaborer une stratégie industrielle, pour Montréal et sa région. Elle devra inciter universités, gouvernements et le secteur privé à travailler de concert.

Il y a deux semaines, j'ai organisé une rencontre avec les dirigeants de l'Université de Montréal, l'Université Concordia et l'UQAM, afin de voir comment nous pouvons travailler ensemble à cet objectif et nous vous feront part de nouvelles emballantes à cet égard au cours des prochaines semaines et mois.

Nous devons développer des plans multisectoriels, qui harmonisent les efforts déployés pour assurer le recrutement et rétention du talent. Ces plans devront aussi stimuler les investissements et la croissance économique, augmenter les possibilités, et valoriser notre image sur la scène mondiale. Et ce, dans les secteurs où nous avons un avantage unique.

En tant que principale de l'Université McGill, et ayant choisi d'établir mon foyer et d'envisager mon avenir à Montréal et au Québec, il m'apparaît d'emblée comme une évidence que nous ne pouvons nous permettre un temps de pause. La réalité est que la population montréalaise ne sera probablement jamais aussi dense que la population torontoise. Ce n'est pas si important, cependant, dans la mesure où nous misons sur nos atouts. Il est clair que nous devons miser sur nos avantages distinctifs, lesquels sont nombreux. Non, ce n'est pas la taille de Montréal qui lui permettra de se mesurer aux autres. Ce sont ses atouts, sa créativité et ses actions qui lui donneront une longueur d'avance. Nous devons être rapides sur nos patins et jouer avec élégance et finesse.

Par le passé, les Québécois ont démontré qu'ils pouvaient se réunir pour régler des enjeux fondamentaux complexes, et ils le feront, une de fois plus.

Bien que possible, une vie sans éducation est une vie incomplète. Une société où les citoyens n'ont pas pleinement accès à l'éducation est une société incomplète. En tant qu'individus et société, notre objectif doit être celui de réaliser notre plein potentiel. Des choix difficiles s'imposent, mais il ne s'agit toutefois pas d'une situation gagnant-perdant entre changement et solidarité. Nous devons établir un nouvel équilibre. Pour réussir, nous devons faire concorder les politiques avant-gardistes des institutions publiques avec celles des gouvernements, des communautés et du secteur privé, et ce, de manière stratégique. Nous devons clairement définir les objectifs visés et les mesures à prendre pour parvenir à nos fins et mesurer notre taux de réussite en s'y référant. Et je suis convaincue que nous y parviendrons.

Notre tablerons sur nos valeurs et notre dynamisme. Nous renforcerons notre capacité de concurrencer à l'échelle internationale. Nous préserverons nos avantages sociaux et économiques pour nos enfants et petits-enfants. C'est là le seul moyen d'atteindre la justice sociale.

Pour faire rayonner le Québec ensemble. Nous gagnerons.

Merci beaucoup.